

LES RELATIONS DIPLOMATIQUES ROUMANO-BULGARES EN 1900

DANIEL CAIN
(Institut des Études Sud-Est Européennes)

Tous les États nationaux formés dans l'espace sud-est européen pendant le XIX^e siècle ont le même but : réaliser le programme national. La ferveur de voir tous ceux de la même ethnie réunis à l'intérieur des frontières d'un État national est accompagnée par des ambitions liées à la hégémonie dans les Balkans, par des troubles internes. On exalte le nationalisme qui, de mouvement culturel et d'émancipation, devient une forme de domination d'autres États, une forme de manifestation des sociétés balkaniques de l'année 1900. C'est dans ce contexte qu'évoluent aussi les relations roumano-bulgares. Pendant quelques décennies, les moments de solidarité, de bon voisinage, de compréhension alternent avec d'autres, empreints de suspicion, de dispute, de méfiance, voire même d'antagonisme. L'intensité en diffère selon les encouragements, les promesses, l'assistance et les intérêts, plus ou moins directs, de certaines puissances européennes.

Mots-clé : relations roumano-bulgares, diplomatie, nationalisme, Balkans.

Pour l'euro-péen du début du XX^e siècle, les Balkans constituent une zone à part, dont le leitmotiv est la violence. Une terre de la terreur, du fer et du feu. De l'éternelle discorde.¹ Ce n'est pas par hasard que le mot « balkanisation » est souvent synonyme de morcellement, désordre et révoltes. A première vue, il y a de nombreux motifs qui soutiennent cette assertion. Au début du XIX^e siècle, l'Empire Ottoman et celui des Habsbourg se partagent la péninsule. Un siècle plus tard, le même territoire est partagé entre six États. Il a fallu pas moins de 11 guerres et de nombreux conflits armés pour atteindre ce résultat.² L'histoire des Balkans n'est pourtant pas plus mouvementée que celle de toute autre partie de l'Europe avant la Première Guerre mondiale. Le morcellement et l'instabilité sont, en tout cas, la conséquence de position géographique et de la lutte pour le contrôle de la péninsule.³

Dans cet espace de grandes différences ethniques se heurtent, comme le constate I.G. Duca en 1901, « tant d'intérêts contraires », alors que « tant d'aspirations nationales essaient de se manifester ».⁴ Nous nous trouvons à une époque où les

¹ Maria Todorova, *Balcanii și balcanismul*, Traduction de Mihaela Constantinescu et Sofia Oprescu, București, 2000, pp. 186–197.

² Ivan Iliev, *Are dreptate sau nu, e patria mea! Propaganda în politica externă a țărilor balcanice (1821–1923)*, Traduction de Nicolae Moderău et Valentina Ristea, București, 2002, p. 19.

³ K. Pavlowitch, *Istoria Balcanilor. 1804–1945*, Traduction d'Andreea Doica, Iași, 2002, p. 9.

⁴ I.G. Duca, *Lumea la început de veac*. Edition, poste-face et notes de Damian Hurezeanu et Nicolae C. Nicolescu, București, 2004, p. 45.

relations internationales sont le fait des Grandes Puissances qui dominant au niveau politique et démographique non seulement l'Europe mais, en fait, le monde entier.⁵ L'espace balkanique est celui des restes de grands empires et de nouveaux États, définis suite aux accords et conventions internationaux. Un espace où il y a beaucoup, beaucoup trop de découpages, de lignes de démarcation, de frontières matérielles, spirituelles, politiques, sociales et culturelles. L'histoire et la légende s'y confondent. Un espace qui se trouve sous le signe d'un nationalisme difficile à comprendre de nos jours, mais « normal » pour ces temps-là.⁶

Les petits États du sud-est européen sont dépendants sur le plan de leur politique extérieure. Les options sont limitées et se heurtent aux intérêts des Grandes Puissances. Leur faiblesse les pousse à chercher protection et garantie auprès d'une puissance ou à travers une alliance. Chacun de leurs pas doit convenir aux Grandes Puissances intéressées directement par la région. Au meilleur des cas, ils peuvent graviter entre celles-ci et se servir des contradictions surgies entre elles pour atteindre leurs buts. Ce n'est que dans des circonstances précises, après avoir bien pesé le pour et le contre, que les petits États sont à même de prendre indépendamment une initiative bénéfique à leur intérêt national.⁷ « La valeur d'un petit État pour l'une ou l'autre des Grandes Puissances augmente en temps de guerre ou en fonction d'une situation stratégique définie, grâce aux ressources militaires et humaines. A ces moments-là, les puissances concernées sont enclines à soutenir les intérêts, d'habitude territoriaux, de leur petit allié. Comme le constate un homme politique bulgare, les pays des Balkans ont toujours été « la petite monnaie nécessaire aux grands États pour régler leurs comptes ».⁸

A la croisée des XIX^e et XX^e siècles, les provinces européennes de l'Empire Ottoman mobilisent l'attention, les ressources et les énergies des États nationaux récemment formés dans l'espace sud-est européen. Nous assistons, dans cette période, à la dégradation des relations entre les États balkaniques. Le tout pour satisfaire aux intérêts nationaux, propres à chaque État. Compétition qui mène, inévitablement, à des tensions diplomatiques. La cause première est la solution de la question de Macédoine, vrai *patchwork* de peuples, que revendiquent également la Bulgarie, la Grèce et la Serbie. Mais y vivent aussi les Aroumains. Aussi, résoudre cette question implique la redéfinition des frontières et partant, un nouveau rapport de forces dans la région. L'idée de modifier le *statu quo* dans les Balkans est refusée par les milieux politiques de Bucarest, dont la priorité est le maintien de l'équilibre balkanique, important pour une Roumanie entourée par

⁵ Pour les relations internationales de cette période, voir Pierre Milza, *Les relations internationales de 1871 à 1914*, Paris, 1968 et René Girault, *Diplomatie européenne: Nations et impérialisme. 1871–1914*, Paris, 1997.

⁶ Ion Bulei, *Balcanii și relațiile româno-bulgare în preajma primului război mondial. Considerații incomode* in Florin Anghel, Mariana Cojoc, Magdalena Tiță (Coordonnateurs), *Români și bulgari. Provoacărilor unei vecinătăți*, București, 2007, pp. 131–142.

⁷ Румен Даскалов, *Българското общество. 1878–1939, Том 1, Държава. Политика. Икономика*, София, 2005, с. 183.

⁸ Александър Цанков, *България в бурно време. Спомени*, София, 1998, с. 283.

trois États slaves. « Des Slaves au nord, des Slaves au sud, des Slaves à l'est et des Slaves à l'ouest ; où que nous regardions, un immense océan de Slaves, dont les vagues s'écrasent contre nos côtes et menacent de les faire s'écrouler », déclare P.P. Carp devant le Parlement de Roumanie. « Et alors, nous devons nous opposer, car une seule politique peut être la bonne, celle qui affaiblit le pouvoir d'expansion de l'élément slave qui nous entoure ». ⁹ Et dans cette équation, un rôle majeur revient aussi aux intérêts politiques et économiques des Grandes Puissances dans la région. Tous ces facteurs engendrent une série de changements visibles dans les relations roumano-bulgares, qui dépassent dès lors l'étape « romantique » où l'on partageait les mêmes idéaux.

Nous faisons référence à la période précédant 1878, quand, en l'absence d'un État national bulgare, la Roumanie est le centre de l'immigration révolutionnaire : il y a une forte communauté bulgare de marchands et artisans et beaucoup de jeunes bulgares fréquentent les écoles roumaines. La concentration sur le territoire roumain de centaines d'opposants politiques et de révolutionnaires, de centaines de journalistes se solde par la création de dix-huit comités révolutionnaires, politiques bulgares, ayant des dizaines de filiales en Roumanie et en Bulgarie, la parution de plus de 57 journaux et revues bulgares en Roumanie, la publication de dizaines de programmes politiques, de brochures politiques, d'articles politiques, des programmes de presse à valeur de programme politique. ¹⁰ Après la libération de la Bulgarie et la formation de l'État national bulgare, ces intellectuels, hommes de culture et opposants politiques rentrent chez eux. Nous les retrouvons, après 1878, engagés dans le système institutionnel politique, social et culturel du nouvel État bulgare : premier-ministres, ministres, députés, diplomates, chefs de partis et aussi médecins en chef d'*oblasts*, procureurs, juges, professeurs à l'université, écrivains, peintres, typographes, traducteurs etc. Dans les vingt cabinets qui ont succédé au pouvoir entre 1879 et 1900, les anciens immigrés de Roumanie détiennent quarante portefeuilles, dont quatre de premier-ministre, onze aux affaires étrangères, cinq à l'enseignement, six aux finances, trois au commerce, un à la guerre, quatre à la justice, quatre aux affaires intérieures et deux ministres sans portefeuille. Ils sont aussi bien dans les gouvernements conservateurs que libéraux ou de coalition. ¹¹

Après le congrès de Berlin, les relations roumano-bulgares prennent un nouveau tournant. Le ministre bulgare à Bucarest, Hristofor Hesapciev, constate qu'après 1878, « les sympathies des Roumains pour les Bulgares ont presque disparu ». ¹² « Une fois libérés et organisés en État indépendant – écrit l'ancien

⁹ Discours tenu lors de la Séance de la Chambre des Députés du 4/16 décembre 1909, Apud *Discursuri și dezbateri parlamentare (1864–2004)*, Coordonateur Gh. Buzatu, București, 2006, p. 105.

¹⁰ Pour plus de détails, voir Елена Сюпюр, *Българската емигрантска интелигенция в Румъния през XIX век*, София, 1982 și Веселин Трайков, *Идеологически течения и програми в националноосвободителните движения на Балканите до 1878 г.*, София, 1978

¹¹ Elena Siupiu, *Intelectuali, elite, clase politice moderne în Sud-Estul european. Secolul XIX*, București, 2004, p. 252.

¹² Hristofor Hesapciev, *Amintirile unui diplomat bulgar în România*, Traduction de Daniel Cain, București, 2003, p. 14.

attaché militaire à Sofia, G.A. Dabija – les Bulgares ont mis les bases d'une politique irrédentiste, chauvine, menaçant la paix de tous leurs voisins, bienfaiteurs y compris.»¹³ La correspondance diplomatique de l'époque et certains témoignages provenant de la communauté bulgare du Royaume de Roumanie reflètent les changements survenus. Il y est question du sentiment de disparition de l'élément bulgare des grandes villes roumaines où, deux ou trois décennies auparavant, la langue bulgare était « dans ses droits civils. »¹⁴ Outre les causes mentionnées, cette situation est due aussi à une agressivité typique aux jeunes États en plein processus de réalisation de leurs aspirations nationales, laquelle engendre l'intransigeance et politise des questions qui visent uniquement la sauvegarde de l'identité culturelle et nationale des minorités. Et cette inflexibilité est toujours plus présente à la croisée des XIX^e et XX^e siècles.

Dans cette période, à Sofia, nous assistons aussi à un changement de génération politique ce qui se ressentira dans les relations avec la Roumanie. Aux vieux politiciens qui étaient nés ou avaient vécu dans les anciennes Principautés, succède une nouvelle génération beaucoup plus pragmatique. Par hasard ou à dessein, ce changement politique est accompagné par une série de crises bilatérales, générées tout particulièrement par les problèmes de la Bulgarie dans la zone.

Il suffit de jeter un bref regard sur la scène politique des deux pays autour de l'année 1900 pour remarquer ces particularités qui déteignent sur la dynamique des relations bilatérales. L'instabilité politique, par exemple. Alors que le roi Charles Ier de Roumanie se déclare en faveur de la rotation gouvernementale, entre libéraux et conservateurs, le roi Ferdinand de Bulgarie consolide ses positions dans le contexte d'une scène politique agitée et divisée. Le morcellement des partis politiques de Bulgarie est doublé d'une forte instabilité gouvernementale. Ainsi, entre 1899–1913, se succèdent dix-sept cabinets (libéraux, populaires-libéraux, progressistes-libéraux, démocrates) – dont six entre 1899–1902, seulement¹⁵ – et pas moins de huit assemblées nationales¹⁶. Alors qu'à Bucarest, dans la même période, le gouvernement est assumé par dix cabinets (six conservateurs et quatre libéraux)¹⁷ et on organise six scrutins parlementaires.¹⁸

A remarquer aussi la personnalité du monarque. La reine Marie de Roumanie écrit, dans ses mémoires, qu'il est difficile de trouver un contraste plus évident que celui entre Charles Ier et Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha. Les deux « ne s'aiment pas trop (...) mais la courtoisie de l'un envers l'autre est irréprochable et

¹³ General G.A. Dabija, *Amintirile unui atașat militar*, București, 1936, p. 360.

¹⁴ Cf. *Българите в Румъния. XVII–XX в. Документи и материали*, Съставители: Максим Младенов, Николай Жечев, Благовест Нягулов, София, 1994, pp. 212–214.

¹⁵ Cf. Ангел Цураков, *Енциклопедия. Правителствата на България. Хронология на политическия живот. 1879–2001*, София, 2001, pp. 76–125.

¹⁶ Снежана Начева, *Парламентите în България 20 век. Алманах*, София, 1999, pp. 90–93.

¹⁷ Cf. Ion Mamina, *Monarhia constituțională în România. Enciclopedie politică. 1866–1938*, București, 2000, pp. 314–319.

¹⁸ Ion Alexandrescu, Ion Bulei, Ion Mamina, Ioan Scurtu, *Enciclopedia de istorie a României*, București, 2000, pp. 62–63.

digne d'admiration » et « pour les spectateurs, les voir ensemble, c'est assister à une scène de comédie ». Il y a tout d'abord le contraste physique. Charles Ier est « un ascète, mince, sans prétentions d'élégance (...) un vrai soldat et quelque peu spartiate » alors que Ferdinand de Bulgarie est « au contraire, grand, corpulent (...), ennemi de tout effort physique, amateur de grande vie et de luxe, fort attentif à ses habits et son élégance. »¹⁹ Ils appartiennent à des générations différentes. Mais ce n'est pas tout. Si Charles Ier manque d'humour et n'entend rien à l'art de parler pour ne rien dire, Ferdinand est fameux pour ses manigances politiques. Autant Charles est sérieux et pédant, autant Ferdinand est imprévisible. Son seul souci « l'étiquette, les affaires personnelles et les voyages à l'étranger, qui, à cause de sa nature, se soldent toujours par divers incidents ».²⁰ Le Général Dabija écrit dans ses mémoires que « depuis César Borgia il n'y a pas eu de chef d'État plus fallacieux, plus rusé et plus fourbe que le Roi Ferdinand ». Pathologiquement enclin au mensonge, « il ment car il veut tromper et il trompe car il veut mentir ».²¹ Ferdinand joue « tantôt le rôle d'un politicien sournois et cérémonieux, tantôt celui du monarque inflexible dont on devait respecter les susceptibilités, tantôt celui de l'homme du monde, calme, affable, plein d'humour, tout sourires et bienveillance, tantôt celui de tyran ténébreux, presque tragique qui règne sur un pays mystérieux toujours en ébullition ».²² Dimitrie I. Ghika, en poste à Sofia pendant les guerres balkaniques, le voit comme « l'amalgame le plus disparate de raffinements spirituels et de goûts doublés de fantaisies souvent morbides qui biaisaient vers des résultats inattendus ».²³ Personnalité éminemment politique et sans scrupule aucun, Ferdinand de Bulgarie était craint et non pas aimé par son peuple. Il n'aime pas ses sujets, qu'il traite de « buffles » et les craint à cause de leur extrême violence. Les hommes politiques ne lui inspirent grande confiance non plus. Ghika relate, à ce sujet, une conversation avec le souverain bulgare, qui, un soir, lui dit : « Regardez cet homme qui est appuyé contre la colonne du fond ; c'est la figure typique de l'assassin inné ». Prudemment, Ghika invoque une supposée myopie, pour s'entendre répliquer : « Dommage. C'est le ministre des finances ».²⁴

Le ministre bulgare à Bucarest, à l'approche de la Première Guerre mondiale, Simeon Radev, fait un intéressant parallèle entre les deux monarques. « Des audiences qu'il m'a accordées, pendant ma mission diplomatique en Roumanie et de l'histoire de son règne, j'ai constaté que, vu par le prisme de ses qualités intellectuelles, Charles Ier n'était pas un homme extraordinaire. Mais, il avait le sentiment du devoir, le sens de la mesure, de l'assiduité dans l'accomplissement de ses attributions de souverain, un jugement sain, une calme fermeté, bref, toutes les qualités qui manquaient à son adversaire, le Roi Ferdinand – plus brillant, mais

¹⁹ Maria, Regina României, *Povestea vieții mele*, Vol. II, IIIe édition, Iași, 1991, pp. 261–263.

²⁰ Nicolae Mișu à D.A. Sturdza, le 15/28 février 1901, BAR, Section correspondance, Fonds D.A. Sturdza, S3(15)/DCCCXCII.

²¹ General G.A. Dabija, *Op. cit.*, pp. 121–125.

²² Maria, Reine de Roumanie, *Op. cit.*, vol. II, p. 262.

²³ Dimitrie Ghika, *Memorii*, Traduction de Vasile Savin, Iași, 2004, p. 122.

²⁴ *Ibidem*, p. 128.

capricieux, immodéré et quelque part, attirant la malchance », note le diplomate bulgare.²⁵ L'ancien chef du cabinet secret du prince bulgare, Dimităr Stanciov, a lui aussi l'occasion de comparer sa personnalité à celle du souverain roumain. Charles Ier dit à Stanciov, dont la prodigieuse carrière diplomatique débute à Bucarest, en 1935, quelles sont les exigences pour devenir un roi sage. „Le roi doit pardonner et oublier. Dans ce palais, j'accueille beaucoup de gens qui se sont juré de me détruire et qui ont présagé mon abdication.²⁶

Si le roi Charles est conscient de son rôle dans la modernisation de l'État roumain et de son statut parmi les têtes couronnées de cette partie de l'Europe, Ferdinand de Bulgarie nourrit des ambitions impériales. Son rêve secret: la couronne des empereurs byzantins.²⁷ C'est le projet politique au service duquel il mettra toute son énergie. Son extraordinaire ambition est vite remarquée par tous les diplomates accrédités à Sofia, qui remarquent que le prince Ferdinand « est imbu de sa personne et que, dans le suivi de ses plans ambitieux, Son Altesse fera preuve d'une très grande ténacité. »²⁸ Dans son désir d'être l'égal des grands et la perspective de réaliser ses projets politiques, Ferdinand profitera avec une remarquable habilité des mésententes entre la Russie et l'Autriche-Hongrie.

Ce n'est pas facile. Nous devons nous rappeler les circonstances dans lesquelles, en 1887, il monte sur le trône de la Principauté bulgare. L'unification de la Bulgarie en 1885, engendre une vraie crise régionale, soldée par le conflit bulgare-serbe, un coup d'État et un contre coup d'État, l'abdication du prince Alexandre de Battenberg et la dégradation des relations entre Sofia et Saint Petersburg. L'abdication ne met pas fin à la crise. Elle s'approfondit encore car la Russie refuse non seulement de reconnaître la régence, le parlement et le gouvernement désigné, mais rompt les relations diplomatiques avec la Bulgarie pour presque une décennie. Il s'ensuit des révoltes armées des officiers bulgares russophiles, lesquelles sont étouffées sans pitié.²⁹ C'est à ce moment que l'on lance le projet d'une union, par personne interposée, Charles Ier en l'occurrence, entre le Royaume de Roumanie et la Principauté Bulgare. Le projet inspiré du modèle de l'Europe Centrale, où François-Joseph était à la fois empereur d'Autriche et roi de Hongrie, va circuler quelques années dans les milieux officiels.³⁰ Pour les Roumains et les Bulgares, la situation est beaucoup plus compliquée. Alors que la Roumanie est un État indépendant, la Bulgarie est, du point de vue du droit

²⁵ Симеон Радев, *От триумф към трагедия*, София, 2003, p. 209.

²⁶ Надежда Мюър, *Димитър Станчов. Патриот и космополит (1864–1940)*, София, 1991, pp. 63–64

²⁷ Voir Ханс Рогер Мадол, *Фердинанд. Цар на българите. (Мечтата за Византия)*, София, 1931 (En original, Hans Roger Madol, *Ferdinand von Bulgarien – der Traum von Byzanz*, Berlin, 1931).

²⁸ Constantin Velichi, *Sofia in Reprezentantele diplomatice ale României*, vol. I, București, 1975, p. 274.

²⁹ Daniel Cain, *Un trimis al Majestății Sale. Nicolae Mișu*, București, 2007, p. 44.

³⁰ Йоахим Фон Кьонигслъв, *Фердинанд Български*, София, 1998, p. 273 (En original, Joachim von Konigslow, *Ferdinand von Bulgarien*, München, 1970).

international, une principauté autonome, vassale du sultan. Ce qui plus est, les options extérieures sont différentes : si la Roumanie a adhéré aux Puissances Centrales, au sud du Danube, l'influence russe est extrêmement forte. Voici donc, suffisamment d'arguments en défaveur d'une confédération roumano-bulgare.³¹

La Russie ne reconnaît pas Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha et les autres Grandes Puissance ne sont pas pressées à manifester leur ouverture envers le nouveau monarque. C'est ce qui explique aussi la réserve que de tous les agents diplomatique à Sofia gardent dès le début vis-à-vis de Ferdinand. La Roumanie n'en fait pas exception. L'agent diplomatique roumain, Alexandru Beldiman, reçoit avec circonspection les insistances du premier ministre bulgare, Stefan Stambulov, qui sollicite que la Roumanie prenne l'initiative de reconnaître Ferdinand. « Nous ne saurons en prendre l'initiative et nous immiscer dans le conflit des grandes puissances, cela porterait préjudice à nos intérêts. Dès que deux grandes puissances auront reconnu cette élection, nous les suivrons sans tarder. »³² À l'automne 1888, quand il arrive à Sofia, le nouvel agent diplomatique roumain, Trandafir G. Djuvara, remarque la faible représentation diplomatique des Grandes Puissances et surtout « qu'il n'y avait pas trace de diplomate ou de consul russe ». Le chef de l'Agence de France communiquait avec le Ministère bulgare des Affaires Etrangères uniquement par notes verbales, évitant ainsi l'échange de documents, le commissaire turc « ne savait sur quel pied danser, alors que les représentants de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie et de la Grèce entretenaient des relations avec le prince Ferdinand, mais évitaient de donner suite à ses invitations officielles.³³

Constituer un corps diplomatique c'est un processus difficile dans un petit pays, récemment formé, après cinq siècles de domination ottomane et encore vassal. Le choix du personnel du Ministère bulgare des Affaires Etrangères n'est pas des plus heureux et souvent y atterrissent des personnes nullement préparées à garder des secrets d'État. « Les jeunes juristes, à peine revenus de l'étranger, aspiraient à y travailler, tentés par la possibilité de retourner à l'étranger et par la relative inamovibilité dont en jouissaient les fonctionnaires. Les partis les congédiaient rarement, se contentant d'adjoindre à leur nombre, quelques protégés », note le diplomate bulgare, Petăr Neikov.³⁴ « Etymologiquement parlant, nous étions certainement diplomates, vu que nous avions des diplômes. Mais c'était là notre unique formation. (...) A notre connaissance, nous étions des fonctionnaires. Peu d'entre nous se considéraient diplomates », se rappelle Neikov.³⁵ Selon le même diplomate, en 1903, le Ministère bulgare des Affaires Etrangères ne comptait pas plus de vingt fonctionnaires qualifiés. « Il y en avait

³¹ Gheorghe Zbucnea, *Relațiile României cu sud-estul european la începutul secolului al XX-lea*, Craiova, 2003, p. 71.

³² Constantin Velichi, *op. cit.*, p. 274.

³³ Trandafir G. Djuvara, *Mes missions diplomatiques. Belgrade-Sofia-Constantinople-Galatz-Bruxelles-Le Hâvre-Luxembourg-Athènes. 1887-1925*, Paris, 1930, pp. 9-10.

³⁴ Петър Нейков, *Завчера и вчера. Скици от миналото*, София, 1959, p. 93

³⁵ Idem, *Спомени*, София, 1990, p. 95.

parmi nous qui lisaient consciencieusement les manuels de droit international, cherchaient dans les archives et s'imaginaient découvrir les secrets de la diplomatie ».³⁶ L'ancien ministre bulgare à Bucarest, Hristofor Hesapciev, note dans ses mémoires que, le corps diplomatique bulgare comptait « des gens incapables de travailler, souvent paresseux et têtus », qui n'avaient aucune notion de « relations culturelles correctes, de tact et de juste ton ».³⁷ Il est vrai que les titulaires des portefeuilles des Affaires Etrangères ne brillaient pas non plus par leurs connaissances en matière de diplomatie. « Il n'entrait pas dans la tradition de la diplomatie bulgare de donner à ses représentants diplomatiques, des dispositions relatives à la direction générale à suivre, afin d'atteindre un but bien déterminé », écrit encore Hesapciev, en précisant que des ministres non seulement traitaient à la légère les rapports envoyés par les agents diplomatique, mais ils en considéraient la lecture « comme une perte de temps ».³⁸ « Les rapports et les télégrammes des représentants diplomatiques bulgares étaient souvent lus pour s'amuser et plutôt par les huissiers du ministère bulgare des Affaires Etrangères ! »³⁹

A vrai dire, les options de recrutement des futures diplomates n'étaient pas très nombreuses. Le premier règlement d'organisation du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes, adopté en décembre 1897, ne stipule nullement les exigences auxquelles on devait satisfaire pour accéder aux structures de cette institution.⁴⁰ La situation ne changera qu'une décennie plus tard, après l'adoption de la loi sur l'organisation et le fonctionnement dudit ministère. Les législateurs bulgares ont souhaité, par cette loi adoptée en novembre 1907, créer le cadre nécessaire à la professionnalisation du corps diplomatique local, de sorte que l'on « donne la possibilité au ministre d'avoir des fonctionnaires bien choisis ».⁴¹

C'est suite au manque de personnel diplomatique bien formé que l'on retrouve souvent, à la tête des agences bulgares à l'étranger, des hommes politiques ayant fait leurs études dans de prestigieuses universités d'Europe.⁴² A l'art.13 de la Loi susmentionnée, il est stipulé que « les ministres plénipotentiaires, les représentants diplomatiques, les consuls (...) sont choisis soit parmi les fonctionnaires de carrière, soit parmi les personnes détenant une position publique ou politique importante ».⁴³ Le corps diplomatique est ainsi complété par des personnes liées, d'une manière ou autre, aux différents partis politiques. A remarquer que l'ascension au pouvoir d'un nouveau cabinet bulgare n'entraîne pas automatiquement

³⁶ *Ibidem*, p. 97.

³⁷ Христофор Хесапчиев, *В служба на България в чужбина. Военнодипломатически спомени (1899–1914)*, София, 1993, p. 433.

³⁸ Hristofor Hesapciev, *Aminirile unui diplomat bulgar în România*, Traduction de Daniel Cain, București, 2003, pp. 15–16.

³⁹ *Ibidem*, p. 138.

⁴⁰ „Държавен Вестник”, брой 288, София, 1897, pp. 7–8.

⁴¹ *Стенографски дневници на XIII ОНС*, V, РС, XXII 3, 28/XI 1907, p. 435.

⁴² ***, *История на българите. Том IV. Българската дипломация от древността до наши дни*, Под редакцията на Емил Александров, София, 2003, с. 236

⁴³ *Стенографски.....*, p. 434.

le changement des représentants diplomatiques à l'étranger. Plus encore, il y a la pratique de nommer à la tête des agences diplomatiques de Bulgarie, des représentants des partis d'opposition. On cherche ainsi, non seulement recourir à des personnalités bien formées, mais aussi assurer une certaine stabilité du personnel diplomatique bulgare, qui n'ait pas à souffrir des nombreux changements gouvernementaux.⁴⁴

En 1895, le Ministère bulgare des Affaires Etrangères compte cinquante sept personnes, dont vingt-cinq au siège et trente deux dans les huit agences diplomatiques et six agences commerciales de Bulgarie, à l'étranger.⁴⁵ A cause de son statut de vassale de la Sublime Porte, la Bulgarie ne peut entretenir des relations avec d'autres États qu'au niveau d'agences diplomatiques et non de légations. Peu de temps après la proclamation de l'indépendance, le nombre des fonctionnaires atteindra, en 1910, à cent quatre-vingt-huit, dont cent vingt-trois travaillent dans les onze légations et douze consulats et 65 au siège du ministère.⁴⁶ En 1910, on alloue au ministère, 6.395.448 leva, ce qui représente 3,7% du budget annuel du Royaume bulgare, alors qu'en 1895 la somme allouée au même ministère représentait 3,56% du budget de l'État.⁴⁷ Pendant cette période, aux dires des diplomates bulgares, le problème du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes ce n'était pas le personnel, mais le système de fonctionnement. Et, selon les apparences, il y avait très peu de chances que ce système « lamentable » s'améliore.⁴⁸

Bucarest fait partie des premières capitales où le nouvel État bulgare décide d'ouvrir une représentation diplomatique, notamment en été 1879. En 1900, l'Agence diplomatique bulgare en Roumanie fonctionne avec quatre personnes : un agent diplomatique, II^e classe, un I^{er} secrétaire, un II^e secrétaire et un archiviste. De point de vue de l'importance, Bucarest, se trouve, pour Sofia, dans la deuxième catégorie, celle des quatre agences diplomatique ayant à leur tête un agent diplomatique II^e classe, à côté de Belgrade (trois personnes), Athènes et Cétine (avec deux personnes, chacune). Au début du siècle passé, des agents diplomatiques bulgares I^{er} classe se trouvent seulement à la tête des agences de Constantinople (huit personnes), Vienne, Petersbourg et Paris (fonctionnant avec quatre personnes chacune).⁴⁹

Le statut de l'agent diplomatique à Bucarest donne lieu à des controverses. En 1900, le prince bulgare Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, nature orgueilleuse et vaniteuse, fait remarquer à l'agent diplomatique roumain, Nicolae Mișu, que ses envoyés ne jouissaient pas de tous les honneurs souhaités, à savoir, un statut égal à celui des autres envoyés extraordinaires et des ministre plénipotentiaires accrédités

⁴⁴ Елена Стателова, Радослав Попов, Василка Танкова, *История на българската дипломация. 1879–1913 г.*, София, 1994, p. 368.

⁴⁵ „Държавен Вестник”, брой 288, София, 1897, p. 5.

⁴⁶ ***, *120 години модерна българска дипломация (1879–1999)*, Под редакцията на Елена Стателова, София, 1999, p. 16.

⁴⁷ Стателова, Попов, Танкова, *Op. cit.*, p. 502.

⁴⁸ Петър Нейков, *Op. cit.*, p. 115.

⁴⁹ „Държавен Вестник”, брой 288, София, 1897, p. 7.

à Bucarest. « Sans insister sur la différence naturelle qui existe dans le cérémonial de chaque pays entre l'accueil des envoyés extraordinaires et celui des agents diplomatique », écrit à Mișu le ministre roumain des Affaires Etrangères, Ion Lahovary, « je tiens à préciser que, (...) depuis l'année passée, la situation de l'agent diplomatique bulgare à Bucarest s'est améliorée, suite à la reconnaissance officielle de son souverain, aussi est-il invité à toutes les fêtes officielles au même titre que les autres représentants étrangers ». ⁵⁰ En réalité, la question concernant la place et la situation de l'agent diplomatique bulgare à Bucarest, dans le cadre des cérémonies officielles et son inscription sur la liste diplomatique, reste ouverte jusqu'à l'automne 1908, date de la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie. ⁵¹ La Roumanie est le troisième état à reconnaître, le 9 avril 1909, l'indépendance de la Bulgarie et le 19 juin 1909, le colonel Hristofor Hesapciev présente à Charles Ier ses lettres de créance, en sa qualité de premier envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire bulgare en Roumanie. A l'approche des guerres balkaniques, le personnel de la Légation bulgare à Bucarest compte cinq personnes : un ministre plénipotentiaire, un I^{er} secrétaire, un II^e secrétaire, un III^e secrétaire et un attaché militaire. ⁵²

Dans l'intervalle 1895–1913, à la tête de l'Agence diplomatique, ultérieurement Légation bulgare, à Bucarest, se succèdent sept diplomates : Dimităr Stanciov (1895), Dimităr Minciovici (1895–1899), Dimităr Todorov (1899–1902), Marko Balabanov (1902–1903), Petăr Dimitrov (1903–1905), Hristofor Hesapciev (1905–1910) și Gheorghii Kalinkov (1911–1913). ⁵³ Il y en a qui parlent roumain et dont les épouses sont nées en Roumanie. ⁵⁴ Parmi eux des figures marquantes de politiciens et diplomates bulgares. Par exemple, Marko Balabanov (1837–1921) a détenu par deux fois le portefeuille des Affaires Etrangères (1879, 1883–1884), a été président de l'Assemblée Nationale (1901) et dans sa carrière d'agent diplomatique figurent Constantinople (1880–1881) et Athènes (1905). ⁵⁵ Dimităr Stanciov (1863–1940), Dimităr Minciovici (1864–1944) et Petăr Dimitrov (1848–1919) comptent parmi les peu nombreux diplomates bulgares de carrière. Après avoir été le secrétaire particulier de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, Stanciov fait ses débuts, au printemps 1895, à Bucarest, dans la diplomatie. « Personne instruite, intelligente, qui parle plusieurs langues étrangères dont le roumain », Stanciov est « désigné à bon escient pour le poste à Bucarest » par le prince Ferdinand « qui lui fait pleinement confiance », car « il sera plus à même que quiconque à être auprès du Gouvernement Royal, l'interprète de ses sentiments de

⁵⁰ Ion N. Lahovary à Nicolae Mișu, 9/22 mars 1900, AMAE, Dossier 77, Lettre M38, 1886, vol. I, ff. 14–15.

⁵¹ Мария Матеева, *История на дипломатическите отношения на България*, София, 2005, p. 384.

⁵² Anuarul General al României, București, 1911, p. 33.

⁵³ Мария Матеева, *Op. cit.*, p. 387

⁵⁴ Иван Шишманов, *Дневник*, София, 2003, p. 106.

⁵⁵ Милен Куманов, Калинка Йсова, *Историческа енциклопедия на България*, София, 2003, p. 28.

sincère amitié envers la Roumanie »⁵⁶ Après Bucarest, il y aura de nouvelles missions diplomatiques, à Vienne (1895–1896), Saint Petersburg (1897–1906), Paris (1908–1915), Rome (1915) et Londres (1920–1924). Dimităr Stanciov détiendra le portefeuille des Affaires Etrangères et des Cultes dans deux cabinets, entre octobre 1906 et janvier 1908.⁵⁷ A seulement 23 ans, Minciovici est agent diplomatique à Belgrade (1897-1890). Après un bref passage par Bucarest (1890–1891), il continuera sa carrière politique à Vienne (1891–1894), Rome (1903–1908) et Londres (1908–1909). Il revient à Bucarest comme chef de l'Agence diplomatique dès qu'il a renoncé au portefeuille de la Justice, qu'il avait détenu dans le cabinet Stoilov, entre 1894.1895.⁵⁸ Petăr Dimitrov commence sa carrière diplomatique comme agent à Belgrade (1890–1892). Il y aura, par la suite, Constantinople (1892–1896) et Athènes (1896–1899) et, en 1906, il devient secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères et des Cultes de Sofia.⁵⁹ C'est toujours à Belgrade que débute la carrière diplomatique de Hristofor Hesapciev. Tout d'abord comme attaché militaire (1899–1904) et, par la suite, agent diplomatique (1904–1905). La temps passé à la tête de l'agence, ultérieurement Légation, de Bucarest représente l'apogée de sa brève carrière diplomatique.⁶⁰ En septembre 1911, « le très soigné et extrêmement précautionneux colonel d'état major Hesapciev » est remplacé par « le vieux bohème » Gheorghii Kalinkov, dont la brève carrière se résume à son poste à Bucarest (1910–1913). Concernant Kalinkov, les avis sont partagés. Hesapciev est extrêmement critique quant à l'activité diplomatique de cet « homme sans scrupules » et « déséquilibré docteur en droit ».⁶¹ L'ancien secrétaire de la Légation bulgare à Bucarest, Petăr Neikov, est d'un autre avis: « Membre important du Parti Démocrate, qui est au pouvoir, personne sans nulle formation diplomatique, sans trop de bonnes manières, mais intelligente, ayant une manière de pensée saine et un discours naturel, qui mettent parfois en embarras les diplomates chevronnés ».⁶² La carrière diplomatique de Dimităr Todorov se résume à sa mission d'agent diplomatique à Bucarest, à un moment de forte tension dans les relations roumano-bulgares. Sans trop grand succès, à croire Charles Ier, qui le considérait « un imbécile » et « un profiteur ».⁶³ Le souverain roumain tient donc à ce que les ministres plénipotentiaires accrédités à Bucarest soient « de braves gens ».⁶⁴ Des secrétaires qui sont passé par

⁵⁶ Cf. Ioan Papiniu à Alexandru Lahovary, Sofia, 21 février/5 mars 1895 in AMAE, Fonds 21, 1878–1913, Sofia, Rapports politiques. 1882–1895, vol. 90, f. 100.

⁵⁷ Voir *История на българите*. Том IV, p. 676.

⁵⁸ Атанас Тошкин, Ана Рабаджийска, Милен Куманов, *Трето Българско Царство. 1879–1946. Историческа енциклопедия*, София, 2003, p. 239.

⁵⁹ Voir dossier personnel Petăr Dimitrov in ЦДИА, фонд 176, оп. 18, а.е. 353.

⁶⁰ Pour plus de détails, voir Христофор Хесапчиев, *Op. cit.*, pp. 11–16.

⁶¹ *Idem*, p. 432.

⁶² Петър Нейков, *Op. cit.*, p. 151.

⁶³ Иван Шишманов, *Op. cit.*, p. 106.

⁶⁴ Raymond Netzhammer, *Episcop în România. Într-o epocă a conflictelor naționale și religioase*, Vol. I, Edition réalisée par Nikolaus Netzhammer et Krista Zach, Traduction de George Guțu, București, 2005, p. 416.

Bucarest dans cet intervalle, seul Petăr Neikov (1879–1968) deviendra ministre plénipotentiaire, pendant l'entre deux guerres. Né, comme Minciovici à Tulcea, Neikov sera secrétaire de la Légation bulgare à Bucarest pendant sept ans (1909–1916).

A la fin du XIX^e siècle, la Bulgarie est la seule principauté autonome avec laquelle la Roumanie établit des relations diplomatiques. Le gouvernement roumain souhaite ainsi marquer son amitié à la Bulgarie voisine, la traitant, en y nommant des agents diplomatiques et consulaires, comme état souverain, bien qu'elle fût encore vassale de la Sublime Porte. La Roumanie était bien payée pour savoir qu'ainsi, elle aidait la Bulgarie à avancer d'un pas vers l'obtention de sa totale indépendance.⁶⁵ Le représentant de l'État roumain à Sofia a le rang de chargé d'affaires, « jouit de tous les prérogatives et immunités d'un envoyé diplomatique, il a tous les droits et les devoirs d'un chef de mission et tous les consuls du territoire bulgare en dépendent ». A cause du statut de vassalité de la Principauté de Bulgarie, « ses lettres de créance à l'instar de celles des chefs de légations, sont signées par le Ministre des Affaires Etrangères de Roumanie et adressées au Ministre des Affaires Etrangères de Bulgarie, au lieu d'être signées et adressées de Souverain à Souverain, comme les autres ». N.D. Popescu, chef de l'archive du Ministère des Affaires Etrangères et auteur d'un très utile ouvrage concernant l'histoire de ce ministère, soutient que « la mission de cet envoyé, unique dans la diplomatie roumaine, est très difficile et délicate, car il doit ménager tant les susceptibilités du souverain et du gouvernement local, pour lesquels la Roumanie nourrit la plus vive sympathie, car il n'y a pas longtemps elle se trouvait dans la même position délicate, que les prétentions du gouvernement turc, qui est très jaloux de ses droits de puissance suzeraine ». ⁶⁶ Ouverts le 21 juillet 1879, l'Agence et le Consulat Général de Sofia, « mi mission diplomatique, mi consulat commercial », fonctionnent avec trois personnes : un agent diplomatique et consul général, « un vice-consul chancelier et une interprète, qui fait l'interprète auprès des autorités locales ». La Roumanie a droit de juridiction consulaire dans la Principauté, selon le traité de paix de Berlin. Autrement dit, le consul de Roumanie à Sofia a le droit de juger, d'arrêter et de livrer aux autorités roumaines les sujets roumains sans intervention des autorités bulgares à moins que le consul n'en sollicite leur assistance.⁶⁷ Peu de temps après la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, le personnel de la Légation roumaine à Sofia est formé d'un ministre plénipotentiaire, un I^{er} secrétaire, un interprète (au rang honorifique de vice-consul), un interprète-assistant et un attaché militaire. A titre de comparaison, la Légation roumaine avec le personnel le plus nombreux est celle de Paris, huit personnes (un ministre plénipotentiaire, un conseiller I^{ère} classe, un II^e secrétaire, un III^e secrétaire, un attaché de légation, un attaché surnuméraire, un attaché et un

⁶⁵ Constantin Velichi, *Op. cit.*, p. 262.

⁶⁶ N.D. Popescu, *Schiță istorică relativă la înființarea și organizarea Ministerului Afacerilor Străine de la înființarea sa și până astăzi*, lithographié, 1890, pp. 275–276.

⁶⁷ *Ibidem*, p. 276.

attaché militaire) et les Légations avec le personnel le moins nombreux sont celles de Londres, La Haye, Belgrade et Le Caire, trois personnes (un ministre plénipotentiaire, un secrétaire de légation et un interprète).⁶⁸ Les attachés militaires au rang diplomatique de conseillers de légation, pour la durée de leur mission, sont subordonnés à l'état major général, tout en se conformant aux dispositions des ministres plénipotentiaires.⁶⁹ Le Consulat de Rusciuc, ouvert le 21 mai 1879, qui a tous les privilèges accordés par le régime des Capitulations, fonctionne avec trois personnes : un consul, un chancelier et un interprète⁷⁰ et dépend de l'Agence et du Consulat Général de Sofia.

A première vue, Sofia semble être un poste de tout repos, servant de tremplin à la carrière de jeunes diplomates roumains. C'est le cas des trois personnes que nous trouvons à la tête de l'Agence, ultérieurement Légation, roumaine en Bulgarie entre 1900–1913 : Nicolae Mișu (1900–1908), Constantin Diamandy (1909–1911) et Dimitrie I. Gr. Ghika (1911–1913). Mișu « homme d'une intelligence hors du commun, mais d'une incroyable modestie et nullement vaniteux » comme le soutient la Reine Marie de Roumanie, s'y trouvait au début de son impressionnante carrière diplomatique étendue sur plus de trois décennies (1886–1919).⁷¹ Considéré par ses contemporains comme « peut-être l'homme le plus expérimenté et le plus capable de la diplomatie roumaine »⁷², Nicolae Mișu (1858–1924) sera le premier diplomate de carrière de l'histoire du Royaume de Roumanie à devenir Ministre des Affaires Etrangères, en 1919.⁷³ Avant d'être chef de l'Agence diplomatique à Sofia, Mișu avait déjà été, pendant quatre ans vice-consul en Bulgarie (1887–1889, 1890–1891).⁷⁴ Un autre important diplomate de carrière, Constantin Diamandy (1868–1931), « un vrai phanariote, très doué, orgueilleux, rusé, spirituel (...), particulièrement intelligent, instruit »⁷⁵, sera le premier ministre plénipotentiaire roumain à Sofia. Il présente ses lettres de créance le 2/15 novembre 1909, lors d'une audience accordée par le roi Ferdinand de Bulgarie.⁷⁶ Dimitrie I. Ghika (1875–1967), « snob et un peu vieux jeu, croyant que la diplomatie pouvait se faire encore avec la société qui reçoit et qui festoie »⁷⁷, fera, à son tour, une

⁶⁸ Anuarul General. România. 1911, pp. 38–39.

⁶⁹ Costică Prodan, *Aspecte privind diplomația militară între Războiul de Independență și Primul Război Mondial* in Muzeul Vrancei, *Diplomație și Diplomați români*, Vol. I, Focșani, 2001, pp. 111–112.

⁷⁰ N.D. Popescu, *op. cit.*, p. 279.

⁷¹ Maria, Regina României, *Povestea vieții mele*, IIe édition, vol. III, Iași, 1991, p. 336.

⁷² Charles Upson Clark, *România unită*, București, f.a., p. 75.

⁷³ Daniel Cain, *op. cit.*, p. 33.

⁷⁴ Le dossier personnel de Nicolae Mișu se trouve dans les archives diplomatiques du Ministère des Affaires Etrangères, enregistré dossier no 77, Lettre M38, 1886, vol. I–II.

⁷⁵ Noti Constantinide, *Valiza diplomatică*, Traduction de Florica Vrânceanu, București, 2002, p. 128.

⁷⁶ Voir dossier personnel Constantin Diamandy în ЦДИА, фонд 176, оп. 14, а.е. 702.

⁷⁷ I.G. Duca, *Memorii, vol. II, Neutralitatea. Partea a II-a (1915–1916)*, Edition et index de Stelian Neagoe, Timișoara, 1993, p. 40.

impressionnante carrière dans la diplomatie et deviendra ministre des Affaires Etrangères (1931–1932). Plusieurs des jeunes secrétaires de légation qui se sont trouvés en poste à Sofia entre 1900–1913 deviendront, ultérieurement, chefs de missions diplomatiques. Tels Nicolae Filodor, Alexandru Iacovaky, Constantin Langa Rășcanu și Alexandru Gurănescu.⁷⁸

Pour saisir l'esprit d'un pays, le diplomate doit tout d'abord le connaître. Les relations cordiales entre deux États, dit Charles Ier à Hristofor Hesapciev, « sont créées, développées et entretenues moins par les désirs des gouvernements concernés que par leurs représentants diplomatiques ; les relations sont fonction directe de leurs rapports. »⁷⁹ En quoi consiste l'activité d'un chef de mission diplomatique ? Il doit, en tout premier lieu, rédiger des rapports détaillés qui révèlent aussi bien la nature des relations avec les hommes d'État du pays où il est accrédité que tout ce qui peut intéresser son propre gouvernement.⁸⁰ La situation politique interne, les visites à haut niveau, les questions d'ordre économique, financier, militaire et culturel, le suivi attentif de la presse locale, tout cela figure sur l'agenda d'un diplomate qui se respecte. Il doit avoir « une bonne éducation mondaine » car, à défaut, au début du siècle passé, il n'était pas accepté comme membre de plein droit de la société diplomatique « même s'il figurait sur les listes du corps diplomatique, ses contacts de service ne portaient pas l'empreinte des relations personnelles, indispensables pour que l'échange d'idées ne devienne formel et inutile. »⁸¹

La mission de ministre plénipotentiaire est limitée, dans ce sens qu'étant le représentant de son Souverain auprès du Souverain du pays d'accréditation, « il ne peut prendre contact officiellement qu'avec le gouvernement, respectivement le ministre des affaires étrangères du pays où il est en poste, toute relation avec des personnes de rang inférieur est malvenue, mal perçue et le ministre plénipotentiaire se trouve en très mauvaise posture. »⁸² Situation qui peut engendrer des opinions pour le moins curieuses. Après deux années passées à Sofia, Dimitrie I. Ghika pense que « les Bulgares, de par leurs origines éminemment turaniques, sont dotés, comme les chinois, d'un système nerveux à sensibilité réduite, qui les rend résistants à la souffrance physique. »⁸³ L'ancien attaché militaire à Sofia, le général Dabija, soutient que « le Bulgare n'aime pas la poésie, l'idéal et le beau, il n'est ni mystique, ni n'adopte facilement les utopies sociales comme les slaves ; c'est un paysan au sens pratique, travailleur, âpre au gain, exigeant envers les autres, brave, il verse facilement le sang d'autrui, il n'a pas le sentiment de reconnaissance, il

⁷⁸ Pour plus de détails voir *Organizarea Instituțională a Ministerului Afacerilor Externe. Acte și documente. Volumul II (1920–1947)*, Edition soignée par Ion Mamina, George G. Potra, Gheorghe Neacșu et Nicolae Nicolescu, București, 2006, pp. 535–563.

⁷⁹ Hristofor Hesapciev, *Op. cit.*, p. 212.

⁸⁰ Richard von Kuhlmann, *Diplomații – așa cum sunt*, Craiova-București, 1943, pp. 187–188.

⁸¹ Петър Нейков, *Op. cit.*, p. 139.

⁸² General G.A.Dabija, *Op. cit.*, p. 365.

⁸³ Dimitrie Ghika, *Op. cit.*, p. 126.

manque de scrupules, il est brutal et grossier même avec les siens. »⁸⁴ Pour sa part, le ministre bulgare, Gheorghe Kalinkov, accuse les Roumains, dans son livre publié pendant la Première Guerre mondiale, de chauvinisme et de vantardise, ce en quoi ils dépasseraient même les Grecs et les Serbes, car ils sont plus effrontés et plus insistants et réussissent à donner l'impression que la Roumanie « est le seul état moderne de l'Est de l'Europe, foyer de la civilisation occidentale et un soleil culturel autour duquel gravitent les autres peuples balkaniques arriérés qui y puisent aussi leur lumière ». ⁸⁵ Même le modéré Hristofor Hesapciiev accuse les Roumains de « fanfaronnade », d'« arrogance » et de « je-m'en-fichisme » vis-à-vis de leurs voisins slaves, « aux mœurs simples et grossières ». Les hommes d'État roumains, « aux aspirations politiques mégalomanes, sans commune mesure à leur statut et imbus de la suprématie culturelle de la Roumanie face à la Bulgarie voisine », sous le choc de la révolte paysanne de 1907, qui « a fort bien illustré le primitivisme spirituel des masses populaires roumaines », se mettent à parler « des faux décors de la très vantée, auparavant, civilisation roumaine. »⁸⁶ Le professeur Ioan Bogdan explique cet état de choses : « L'esprit bourré par les idées d'une école chauvine à l'extrême, nous nous considérons supérieurs à tous les peuples qui nous entourent, Bulgares, Serbes, Russes et Hongrois, pour la simple raison que notre origine est plus noble que la leur (...). Quoique notre origine soit plus noble et notre supériorité raciale incontestable, il nous faut, pour une fois, nous regarder objectivement et voir ce que nous sommes, ce que nous avons été et ce que nous pouvons devenir. »⁸⁷

Allons voir aussi l'image de ces diplomates quant au pays où ils ont été accrédités, des gens et des mœurs politiques de l'époque. Charles Ier, un souverain habile, doué d'un très sain sens de l'État et au-dessus de tout penchant autocratique, si familier aux Bulgares, s'est rendu compte que, pour gouverner normalement et bénéfiquement l'État, le morcellement des partis politiques était préjudiciable, écrit le colonel Hesapciiev.⁸⁸ « Le Roi Charles n'a pas permis qu'il existe en Roumaine plus de deux partis, aptes à gouverner », soutient Gheorghe Kalinkov. Aux libéraux et aux conservateurs se sont ralliés, à un certain moment, « de petits partis, conscients de leur inefficacité et du fait qu'ils étaient condamnés à ne jamais arriver au pouvoir ». ⁸⁹ Les conservateurs étaient tous des propriétaires fonciers et leur clientèle urbaine ; les libéraux étaient les banquiers, les grands négociants et toute sorte d'intermédiaires. Quant aux avocats, on les trouvait à égale mesure dans les deux partis, qui avaient leurs intellectuels, leurs professeurs,

⁸⁴ General G.A.Dabiija, *op. cit.*, p. 364.

⁸⁵ Др. Г. Калинков, *Ромъния и нейната политика спрямо България (през 1911–1912 и 1913 год)*, София, 1917, p. 256.

⁸⁶ Hristofor Hesapciiev, *op. cit.*, pp. 11–12.

⁸⁷ Ioan Bogdan, *Români și bulgarii. Raporturile culturale și politice între aceste două popoare*, București, 1895, pp. 46–47.

⁸⁸ Hristofor Hesapciiev, *op. cit.*, p. 12.

⁸⁹ Др. Г. Калинков, *op. cit.*, p. 44.

leurs écrivains et leurs journalistes qui prêchaient leurs positions « idéologiques ».⁹⁰ Petăr Neikov évoque une particularité de l'élite politique de Roumanie, à l'époque : dans les deux partis « l'élément purement roumain était presque en minorité ». « Chez les conservateurs, on estimait avoir l'aristocratie roumaine, spécialement d'origine gréco-phanariote. Leurs noms mêmes, quoique un peu roumanisés, les trahissaient. Il y en avait beaucoup d'anciens princes régnants de Valachie ou de Moldavie, qui portaient encore leurs titres princiers, et presque tous les boyards des cours princières de jadis. Dans le parti libéral, l'élément roumain était plus présent, mais pas encore prédominant. Les premiers rôles y étaient joués aussi par des personnes d'origine étrangère, roumaines depuis une ou deux générations. L'annuaire téléphonique était pour moi, une vraie révélation », soutient, dans ses mémoires Petăr Neikov.⁹¹

Les deux partis se succédaient au pouvoir, « lorsque le roi trouvait que le gouvernement d'un parti s'était essoufflé ou que la nervosité du parti en opposition était déjà fort accentuée », note encore Hesapciév. Tant les libéraux que les conservateurs utilisaient, largement, le pouvoir dans leur propre intérêt, les premiers faisant preuve « d'une très grande cupidité ». L'enrichissement aux dépens de l'État était considéré comme un privilège du ministre roumain et, en général, personne ne s'en faisait de leurs escroqueries, se rappelle le diplomate bulgare.⁹² Les contrastes entre les deux sociétés sont évidents. Dimităr Stanciov, agent diplomatique en Roumanie en 1895, constate qu'au contraire du paysan bulgare, qui avait sa maison et sa terre, « le Roumain travaillait sans répit pour son maître, dont la richesse était due aux puits de pétrole, aux vignes, aux forêts et aux immenses champs de céréales. »⁹³ Petăr Neikov est estomaqué par le luxe dans lequel vivaient les hommes d'État roumains. « Et quelle largesse, quel fou gaspillage ! Par exemple, chez Nicu Filipescu, homme d'État, à tout moment de la journée, les salons étaient pleins d'amis et d'admirateurs, ce qui me faisait penser à la clientèle des grands patriciens romains. (...) J'ai aussi appris que dans ses nombreux voyages à Paris ou Monte Carlo, il amenait des dizaines de personnes de ses proches qui, pendant tout ce temps, mangeaient et buvaient à son compte. Nicu Filipescu était le type du richard roumain qui, quoique millionnaire, vivait au-dessus de ses moyens. »⁹⁴

Le peuple bulgare, dans sa grande majorité, « était doué, ses dirigeants mauvais et le berger de la nation, amoral », pensait Alexandru Iacovaky, précisant que « l'on ne pouvait parler en Bulgarie de sincérité, loyauté, fidélité à ses convictions ». ⁹⁵ Ce qui plus est, « dans les luttes politiques, sans merci, le pistolet,

⁹⁰ Петър Нейков, *op. cit.*, p. 142.

⁹¹ Ibidem, *Завчера...*, pp. 133–134.

⁹² Христофор Хесапциев, *op. cit.*, p. 13.

⁹³ Надежда Мюър, *Димитър Станчов. Патриот и космополит (1864–1940)*, София, 1991, p. 64.

⁹⁴ Петър Нейков, *op. cit.*, p. 136.

⁹⁵ Alexandru N. Iacovaky, *Amintiri*, BAR, Section Manuscripts, A 2650 a, f. 41.

le couteau et la bombe sont des arguments fréquemment utilisés, de sorte que Sofia devient riche en plaques commémoratives.⁹⁶ On ne saurait concevoir un plus grand contraste que celui entre Ferdinand de Bulgarie et son peuple, entre un souverain si complexe, aux goûts raffinés, passionné de fleurs et un peuple de paysans rudes, à peine affranchis de la tyrannie turque, dont le patriotisme était pour l'instant explosif, aux accents sauvages, écrit Dimitrie I. Ghika.⁹⁷ La vénalité des politiciens bulgares est exploitée par l'immoralité de Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha qui recourt à toute une palette de méthodes, y compris la création d'un cabinet secret, destiné à recueillir des preuves compromettantes qui lui permettent d'imposer sa volonté aux hommes politiques bulgares. Tel chef de gouvernement s'est enrichi grâce à une commande de voitures de train, tel général s'est fait bâtir une maison grâce aux dessous-de-table touchés pour les commandes de matériel de guerre ; presque chaque politicien avait son talon d'Achille, que le prince exploitait habilement.⁹⁸ Le futur général Dabija remarque, dans un rapport rédigé en 1912, que Ferdinand de Bulgarie a contribué au morcellement des partis politiques, « jonglant plus facilement avec dix partis sans programme, qu'avec deux, en profitant ainsi, le plus possible pour réaliser ses ambitions personnelles ». Morcellement dont se rendent aussi coupables les politiciens bulgares qui « voulaient accéder plus vite au pouvoir et uniquement pour en tirer des avantages personnels », de sorte que « chaque chef avait un état-major formé de gens unis par seul l'intérêt matériel commun et nullement par quelque principe politique, programme ou doctrine. »⁹⁹

A vrai dire, les premières années après son accession au trône de Bulgarie, Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha ne gouverne pas sa principauté, il se contente de régner. Celui qui dirige le destin du pays est le premier ministre, Stefan Stambulov. Figure extrêmement controversée, Stambulov est resté dans l'historiographie bulgare comme un grand homme d'État, aux mérites incontestables dans la modernisation de la Bulgarie, qui a gouverné d'une main de fer et n'a hésité aucun instant à jeter en prison ses adversaires politiques. Peu à peu, le prince ambitieux et avide de pouvoir est toujours plus présent sur la scène politique bulgare et se familiarise aux réalités locales. En quelques années seulement, le prince dépassera les politiciens bulgares en clairvoyance politique mais aussi en cynisme et fourberie. La disparition de Stambulov, russophobe enragé, permet le rapprochement de Saint Petersburg, au moment où l'appui des Grandes Puissances et la reconnaissance de Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha deviennent indispensables à la réalisation des aspirations nationales de la jeune principauté. En février 1896, les relations diplomatiques entre Sofia et Saint Petersburg sont rétablies, grâce à un compromis. Ferdinand de Bulgarie, catholique, accepte que

⁹⁶ Dimitrie Ghika, *op. cit.*, p. 127.

⁹⁷ *Ibidem*, p. 125.

⁹⁸ Alexandru N. Iacovaky, *op. cit.*, f. 42.

⁹⁹ General G.A. Dabija, *op. cit.*, p. 133.

son fils, Boris, soit baptisé orthodoxe, en contrepartie de sa reconnaissance par la Russie. Les Grandes Puissances suivent, sans tarder, l'exemple de la Russie. Et c'est toujours, en février 1896 que la Serbie, la Grèce et la Roumanie reconnaissent Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha comme monarque légitime de la Principauté bulgare. On met ainsi fin à cette grave crise, ayant duré une décennie, relative au statut international de la principauté.¹⁰⁰

La nouvelle orientation de la politique extérieure de Sofia provoque des inquiétudes à Bucarest. « Les événements de Bulgarie ne laissent en tout cas pas présager d'un avenir brillant pour Ferdinand de Cobourg », note Charles I^{er}, mécontent de ce que « nos relations avec la Bulgarie (...) laissent beaucoup à désirer ». « Mon souci premier est la Bulgarie », écrit Charles I^{er} à ses parents, en hiver 1895–1896, en leur confiant que « nous ne nous ferions pas de soucis si Ferdinand de Cobourg menait une politique plus rationnelle. »¹⁰¹ Les diplomates bulgares accrédités dans la capitale du Royaume remarquent l'influence des sentiments russophobes des Roumains sur les relations bilatérales, alors que la Bulgarie est perçue à Bucarest comme un avant-poste de la Russie dans la Péninsule Balkanique. Par conséquent, l'évolution des relations roumano-bulgares est directement proportionnelle à la nature des rapports entre Sofia et Saint-Petersbourg. Le ministre bulgare, Gheorghe Kalinkov en résume ainsi la situation : « En Roumanie, la haine envers la Bulgarie a été la plus forte lorsque chez nous la russophilie était la plus puissante, et la moins forte, lorsque la russophobie était puissante. »¹⁰² Ayant comme toile de fond les luttes politiques internes, les journaux des deux pays spéculent sur ces craintes et au printemps 1897, on publie des rumeurs quant à l'imminence d'un conflit armé roumano-bulgare. « Les Roumains craignent la Russie et lorsque les gouvernants bulgares deviennent les instruments des projets russes, ils ont raison de se méfier et de chercher des moyens propres pour se défendre. »¹⁰³

C'est dans ce contexte qu'après plusieurs ajournements, à fin juillet 1897, Ferdinand de Bulgarie arrive à Sinaïa pour son premier entretien officiel avec le roi Charles I^{er}. Le souverain roumain est agacé par les caprices du prince bulgare et par sa nombreuse suite. Le diplomate Hristofor Hesapciév consigne lesdits caprices de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha, considérés comme « des futilités de la grandeur ». Ainsi, avant son arrivée à Sinaïa, celui-ci insiste sur des détails relatifs à sa visite : comment il doit être accueilli à la gare, comment arborer son pavillon au-dessus de l'appartement à lui réservé, quels officiers roumains soient attachés à sa personne, quelles médailles doivent être accordées aux membres de sa suite.

¹⁰⁰ Елена Стателова, Радослав Попов, Василка Танкова, *op. cit.*, p. 218

¹⁰¹ Voir la correspondance de Charles I^{er} avec Marie de Flandre et Friz von Hohenzollern in Sorin Cristescu, *Carol I. Corespondența personală (1878–1912)*, București, 2005, pp. 354–357.

¹⁰² Др. Г. Калинков, *op. cit.*, p. 72.

¹⁰³ „Svoboda” du 27 mars 1897 apud Constantin Velichi, *Sofia in Reprezentantele diplomatice ale României*, Volume I (1859–1917), București, 1967, p. 277.

De sorte que, en l'accueillant à la gare, par une pluie torrentielle, les premiers mots de bienvenue prononcés par Charles Ier ont été « J'ai fait de mon mieux pour contenter Votre Altesse et je regrette qu'il n'ait pas été en mon pouvoir de faire cesser cette désagréable pluie. »¹⁰⁴ L'agacement de Charles deviendra rapidement mécontentement et déception. La raison ? En partant de Sinaïa, le prince bulgare allait à Constantinople mais il n'en avait soufflé mot à Charles Ier. Une occasion pour le souverain roumain de se convaincre, une fois de plus, de « l'hypocrisie et la perfidie » de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha et de ce que ses conseils seront ignorés. Et de conclure qu'outre quelques décorations, la visite du prince bulgare à Sinaïa a été aussi vaine qu'inutile. Charles Ier est si indigné par la conduite de son hôte qu'en novembre 1897, aux instances du prince bulgare de donner personnellement, à Bucarest, deux décorations au souverain roumain, on oppose un refus aussi aimable que ferme et la visite est ajournée.¹⁰⁵ Celle-ci aura lieu en été 1898 et, pour la presse roumaine et celle européenne, elle passe pour « une simple visite de courtoisie ».¹⁰⁶

Ce n'est pas la première impolitesse de Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha envers Charles Ier. Ainsi, en 1895, le nouvel agent diplomatique bulgare à Bucarest, Dimităr Stanciov, est chargé d'insister, au nom de son prince, que l'on remplace immédiatement l'agent diplomatique roumain à Sofia, Ioan Papiniu. La raison de cette disgrâce princière ? „Le manque de considération manifesté par Papiniu envers la personne du Souverain”. Plus précisément, la décision de Papiniu de ne pas donner cours à l'invitation de participer à un déjeuner, au Palais, en l'honneur de la mère du prince Ferdinand. En fait, la raison de l'absence de Papiniu est, selon D.A. Sturdza, la maladie contagieuse (la varicelle) de son épouse.¹⁰⁷ Charles Ier trouve la démarche de l'agent diplomatique bulgare fort malvenue, agacé par ce manque de tact au niveau des relations internationales. Mécontent de la réaction des autorités roumaine, Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha demande au successeur de Stanciov, Dimităr Minciovici, de revenir à la charge. La réaction du premier ministre, D.A. Sturdza, est ferme : « Cette attitude est une des nombreuses preuves que vos sentiments envers la Roumanie, depuis un certain temps, ne sont plus si amicaux qu'auparavant. »¹⁰⁸

Papiniu n'est pas le seul agent diplomatique roumain qui doit faire face aux caprices de Ferdinand de Bulgarie. Nicolae Mișu est accueilli avec hostilité dès son arrivée au poste. Il n'est reçu par le prince bulgare que deux semaines après avoir présenté une demande d'audience. « Son Altesse Royale a tenu à me traiter différemment. Ainsi, au lieu de la calèche d'apparat escortée par un détachement

¹⁰⁴ Hristofor Hesarciiev, *op. cit.*, p. 162.

¹⁰⁵ Петър Стоянович, *Между Дунав и Нева. Княз Фердинанд I Български в очите на австро-унгарската дипломация (1894–1898)*, София, 1999, pp. 161–162.

¹⁰⁶ Beatrice Marinescu, *Romania and South East Europe at the End of the 19th Century in „Revue des Etudes Sud-Est Européennes”*, XXI, 4, București, 1983, p. 333.

¹⁰⁷ Hristofor Hesarciiev, *op. cit.*, pp. 162–163.

¹⁰⁸ *Ibidem*, p. 163.

de la garde princière et par le Maréchal de la Cour en grande tenue, j'ai été conduit au Palais dans une simple calèche, sans escorte et accompagné par le plus jeune et le moins gradé officier d'ordonnance, le capitaine Radev. Dans l'escalier d'honneur du Palais il n'y avait pas, comme d'habitude, les sous-officiers de la garde princière les épées dégainées. Les maisonnées civile et militaire de Son Altesse Royale ne se trouvaient pas en haut de l'escalier d'honneur, conformément au protocole établi une fois pour toute pour ces cérémonies, mais dans l'antichambre des salons de réception. Ils étaient tous en petit uniforme, au lieu de tenue d'apparat. Son Altesse Royale, le Prince Ferdinand n'abordait pas La Grand Croix de l'Ordre de l'Etoile de Roumanie, mais seulement la plaque. » De cette manière, Ferdinand souhaite montrer son mécontentement face à l'incident où s'est trouvé impliqué le gérant de l'Agence diplomatique bulgare à Bucarest, Ivan Atanasov, obligé de quitter le bal donné par le gouvernement à l'occasion du Nouvel An.¹⁰⁹ De plus, « Son Altesse Royale qui tient M.Stanciov en la plus haute estime, ne peut oublier que son favori ait quitté Bucarest sans obtenir La Grand Croix de l'Ordre La Couronne de Roumanie, comme il l'avait demandé, et pour une raison qui m'échappe, il pense que j'aurais contribué à ce refus », écrit Mișu dans le rapport adressé à son ministre, le conservateur Ion Lahovary. « J'en ai eu vent de plusieurs endroits et explique la décision du prince de me réserver un accueil autre que celui prévu pour tous les agents étrangers. Cela explique aussi l'antipathie à mon égard, dont Son Altesse Royale a fait part tant à des officiels bulgares que roumains. »¹¹⁰ Et ce n'est que le début. « La mauvaise volonté latente » envers la Roumanie que Mișu constate à son arrivée en Bulgarie se mue rapidement « en une hostilité manifeste aussi bien pour les affaires à traiter que pour moi personnellement ». ¹¹¹ Le Prince Ferdinand est extrêmement virulent et refuse de saluer celui qu'il tient pour « un intrigant dangereux ». ¹¹² Cette antipathie dure assez longtemps : ce n'est qu'au bout de deux ans que Ferdinand de Saxe Cobourg-Gotha adressera à l'agent diplomatique roumain les premiers mots aimables.¹¹³ Pendant cette période, les relations roumano-bulgares traversent une étape fort critique.

Tout d'abord, ce serait la question des îles du Danube, qui met en discussion la nécessité de signer un accord de délimitation de la frontière fluviale entre les deux États. La Commission Européenne de délimitation décide, à Constantinople, en septembre 1879, que « la frontière Nord de la Bulgarie suit le *thalweg* du Danube, qui sera reconnu et déterminé suite à une première entente des États

¹⁰⁹ Жеко Попов, *Българският национален въпрос в българо-румънските отношения. 1878–1902 г.*, София, 1994, pp. 422–423.

¹¹⁰ Nicolae Mișu à Ion N. Lahovary, le 11/23 février 1900, AMAE, Dossier 77, Lettre M 38, 1886, vol. I, feuilles 10–19.

¹¹¹ Nicolae Mișu à D.A. Sturdza, le 15/28 février 1901, BAR, Section correspondance, Fonds D.A. Sturdza, S 3(15)/DCCCXCII.

¹¹² Alexandru N. Iacovaky, *op. cit.*, f. 44.

¹¹³ Nicolae Mișu à D.A. Sturdza, le 2/15 janvier 1902, AMAE, Probleme 21, Dossier 103, Rapports Sofia. 1902, f. 6.

concernés et, à l'avenir, successivement par des vérifications périodiques.» Décision qui provoque le mécontentement du gouvernement roumain, qui souhaite que « la frontière suive la rive droite du Danube », car il craint que la nouvelle démarcation ne prive la Roumanie de certains îles en sa possession en vertu de la délimitation de 1830.¹¹⁴ Autrement dit, la frontière danubienne n'allait pas suivre la ligne qui divise le fleuve, en largeur, en deux parties égales, mais le *thalweg*. Or, le cours de ce fleuve subit périodiquement des modifications. Cette situation floue concernant la frontière danubienne entre le Royaume roumain et la Principauté bulgare a « une influence néfaste » sur les relations bilatérales. Le diplomate Hristofor Hesapciiev constate que, pendant trois décennies, « cette délimitation de la frontière a été source d'incidents chroniques, parfois sanglants, provoqués d'une part et d'autre, conséquence des disputes relatives au droit de pêcher, d'utiliser les forêts et les pâturages des grandes îles.»¹¹⁵ Il en est question de : Hoppa, Pastramagiu, Bekiru, Cărmidarul et Caluda. A chaque nouvel incident, les gouvernements des deux pays se contentent d'un échange de notes diplomatiques, par lesquelles ils s'accusent réciproquement et défendent leurs droits.

La situation change avec l'île de Bujorescu, qui provoque une vive dispute diplomatique entre les deux parties intéressées. L'île de Bujorescu se forme en face de la ville de Zimnicea, vers 1838, près de l'île d'Eșek Adasî, située à proximité de la rive bulgare. Avec le temps, les deux îles collent l'une à l'autre ; les Roumains et les Bulgares en profitent, en égale mesure. En 1894, à cause des modifications du cours du Danube, l'île de Bujorescu commence à coller à la rive roumaine. En mars 1898, le gouvernement bulgare reconnaît que cette île appartient à la Roumanie, mais émet des prétentions sur l'île d'Eșek Adasî et sur chacune des deux petites îles, on installe un poste de gardes-frontière.¹¹⁶ Situation inacceptable pour le gouvernement roumain, car « nous nous sommes trouvés dans une situation critique, avec un poste-frontière bulgare sur notre territoire. » Nous aurions dû repousser ce poste, déclare le ministre de la guerre, le général Iacob Lahovari, devant le Sénat, et « prendre de force ce que la diplomatie n'avait pas réussi obtenir »¹¹⁷ En août 1899, à cause de la montée des eaux, le poste-frontière bulgare a été retiré et les gardes-frontières roumains empêchent son rétablissement. La situation est telle qu'en février 1900, on ouvre le feu de la rive roumaine contre les gardes-frontières bulgares. Le gouvernement aurait souhaité riposter mais y renonce par souci d'éviter un incident armé.¹¹⁸ Les pourparlers diplomatiques sont au point mort, alors sur les deux rives du Danube on assiste à une violente campagne de presse. Le gouvernement de Sofia propose que l'on recoure à l'arbitrage du Tribunal de La Haye pour résoudre la question de Bujorescu. La note

¹¹⁴ Voir *Desbaterile Senatului. Sesiunea ordinară 1907–1908*, Séance du 15 février 1908, p. 435.

¹¹⁵ Hristofor Hesapciiev, *op. cit.*, p. 139.

¹¹⁶ Constantin Velichi, *op. cit.*, pp. 277–278.

¹¹⁷ Cf. *Desbaterile Senatului, Sesiunea ordinară (prelungită) 1899–1900*, Séance du 24 février 1900, p. 765.

¹¹⁸ Жеко Попов, *op. cit.*, p. 422.

y relative présentée par l'Agence diplomatique bulgare, en mars 1900, reste sans réponse de la part du gouvernement roumain, pendant presque deux ans.¹¹⁹ « Notre refus a rendu (...) furieux le Prince et dès lors, le gouvernement bulgare et Son Altesse Royale ont saisi toute occasion pour nous faire sentir leurs dispositions agressives », écrit Nicolae Mișu au ministre des Affaires Etrangères, D.A. Sturdza. Le ministre bulgare du Commerce et de l'Agriculture, Grigor Naciovici, « le plus favorable à ce que l'on trouve une solution mutuellement convenable », fait part à Mișu de ce que « toutes les difficultés rencontrées sont du fait du Prince qui, superficiel et orgueilleux de nature, montre, de cette manière malade qui lui est propre, qu'il est vexé que Sa Majesté Le Roi ne lui ait pas encore rendu ses visites. »¹²⁰ Finalement, après avoir constaté que la proposition de la Bulgarie de soumettre la question de l'île Eșek Adasî-Bujorescu à l'arbitrage du Tribunal de La Haye « laisse en suspens toutes les autres mésententes liées aux frontières, on est arrivé à la conclusion qu'une délimitation systématique de toute la frontière entre la Roumanie et la Bulgarie s'avère nécessaire et que pour la rendre possible il faut que les deux Gouvernements tombent d'accord sur une étude détaillée du *thalweg* et des îles. »¹²¹ Après quelques années de négociations diplomatiques, on aboutit à la signature d'une convention qui délimite la frontière sur la Danube entre les deux pays.

Le litige concernant l'île de Bujorescu est encore à l'ordre du jour, lorsque l'agenda des relations roumano-bulgares est bloqué par la question de la Macédoine. Plus précisément par une série d'incidents générés par les points de vue différents quant à l'évolution des relations internationales dans le Sud-Est européen. La Péninsule Balkanique est plus qu'un terrain d'affrontement des intérêts des Grandes Puissances. Le système régional de relations internationales prend forme, au fur et à mesure, le long du XIX^e siècle, par l'affranchissement de sous la domination ottomane et la formation des États nationaux. Les héritiers envisageables de l'Empire Ottoman sont trop faibles pour revendiquer leurs éventuels droits, aussi chaque jeune État national de l'Europe de Sud-Est est-il, comme le note le diplomate Alexandru Iacovaky, « le satellite de l'une des Puissance qui prétendaient résoudre en sa faveur cet héritage. »¹²² Dans ce contexte, les dernières années du XIX^e siècle, nous assistons à des expérimentations au niveau des relations internationales, initiées par les États du sud-est européens afin de trouver l'approche permettant d'atteindre les buts qu'ils s'étaient fixés en politique extérieure. En dépit de l'énergie dépensée, la tendance de collaborer au niveau régional apparaît rarement. Les initiatives pour des actions communes cachent la tentative d'attirer les autres États vers une collaboration profitable, dans la plupart des cas, aux intérêts d'un seul État. Souvent, ces démarches sont soit une façon

¹¹⁹ Nicolae Mișu à D.A. Sturdza, le 1/14 décembre 1901, BAR, Section correspondance, Fonds D.A. Sturdza, S 3(22)/DCCCXCII.

¹²⁰ Nicolae Mișu à D.A. Sturdza, le 15/28 février 1901, BAR, Section correspondance, Fonds D.A. Sturdza, S 3(15)/DCCCXCII.

¹²¹ *Desbaterile Senatului. Sesiunea ordinară 1907–1908*, Séance du 15 février 1908, p. 436.

¹²² Alexandru N. Iacovaky, *op. cit.*, f. 41.

détournée d'apprendre les intentions des voisins, soit des actions provocatrices susceptibles d'affaiblir les positions du partenaire par rapport aux Grandes Puissances ou à d'autres États balkaniques.¹²³

Vers 1900, les relations roumano-bulgares ne sortent pas de ce schéma. En très peu de temps, dans les relations bilatérales des problèmes anciens refont surface ou d'autres surgissent. Il est évident que les gouvernements bulgares russophiles ne font pas confiance à la Roumanie, qu'ils perçoivent comme un instrument de l'Autriche-Hongrie, tout comme les gouvernements de la Roumanie, à l'instar des politiciens bulgares russophobes, perçoivent la Bulgarie comme un instrument de la politique russe dans les Balkans.¹²⁴ La tension accumulée entre Bucarest et Sofia est évidente pour les diplomates étrangers qui constatent que les relations normales entre les deux États c'est du passé.¹²⁵ Le premier en date des ministres bulgares à Bucarest, Hristofor Hesapciev, révèle dans ses mémoires l'évolution graduelle des relations bilatérales à la croisée des XIX^e et XX^e siècles. Ainsi, la « déconsidération arrogante » des Roumains à l'égard de leurs voisins est-elle, peu à peu, supplantée par un sentiment de respect, voire même d'inquiétude, à cause du voisinage d'un peuple « à l'esprit si puissant ». Ne nous enfermons pas entre les murs d'un chauvinisme étroit, écrit le professeur Ioan Bogdan en 1895, « qui nous fasse mal évaluer nos forces réelles, mais tâchons de nous tenir au courant de ce qui se passe autour de nous, analysons nos voisins (...).¹²⁶ Ultérieurement, dans l'impossibilité d'arrêter l'élan de la Bulgarie, les gouvernants de Bucarest se déclarent défenseurs zélés du *statu quo* politique dans les Balkans et contre toute expansion territoriale de la Bulgarie. Progressivement, les Roumains se font à l'idée d'une Bulgarie territorialement renforcée. Laquelle, contre une attitude amicale de la Roumanie, devrait lui accorder, à l'amiable, des compensations territoriales en Dobroudja¹²⁷. Voici donc, le mécanisme clair des relations diplomatiques roumano-bulgares, construit en étroite interdépendance avec les développements possibles de la question de la Macédoine.

¹²³ Стойчо Гранчаров, *България на прага на двадесетото столетие. Политически аспекти*, София, 1986, p. 148.

¹²⁴ Constantin Velichi, *op. cit.*, p. 280.

¹²⁵ Cf. *Documents diplomatiques Français*. II série, T. 3, Paris, 1931, p. 52.

¹²⁶ Ioan Bogdan, *op. cit.*, p. 48

¹²⁷ Hristofor Hesapciev, *op. cit.*, pp. 64–65.